



Tous en grève jeudi 16 novembre

Licenciements facilités, diminution des allocations logement, privatisation rampante des services publics, remise en cause de la protection sociale et régimes de retraite dans le viseur, hausse de la CSG, diminution du pouvoir d'achat, réduction de salaire et des promotions, blocage des salaires et rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires... Le gouvernement a fait le choix de privilégier les plus riches, de précariser les travailleuses et les travailleurs et de flexibiliser les garanties précédemment attachées à la loi et au Code du Travail. En baissant les APL, en instaurant une sélection à l'entrée des universités, il met également en difficulté les étudiantes et étudiants du pays.

Face à cela, partout en France, le mouvement de contestation grandit. Les travailleuses et travailleurs refusent dans leur grande majorité la politique libérale de régression sociale du gouvernement, qui se traduit, au travers des cinq ordonnances Macron, par le tout entreprise, l'inversion de la hiérarchie des normes, la remise en cause du principe de faveur, la précarisation des contrats de travail, la simplification de toutes les procédures de licenciement. Les salarié(e)s et les jeunes exigent un droit du travail protecteur et synonyme de progrès social.

Après les mobilisations, grèves et manifestations massives des 12 et 21 septembre contre les ordonnances Macron, les travailleuses et travailleurs de la Fonction Publique ont fait grève et ont manifesté massivement mardi 10 octobre leur opposition aux mesures gouvernementales. Les retraité(e)s ont également exprimé leur mécontentement à de nombreuses reprises en septembre.

Les organisations syndicales et de jeunesse réunies le 30 octobre en intersyndicale départementale considèrent qu'il faut construire méthodiquement le rapport de force et se rejoignent sur la nécessité d'un important mouvement de grève interprofessionnel pour combattre les projets gouvernementaux de précarisation de l'emploi, d'affaiblissement des services publics, de remise en cause de la protection sociale collective et du salaire différé (maladie, retraite, chômage) de redistribution des richesses vers les plus aisé(e)s.

De la Fonction Publique au secteur privé, des lycéennes et lycéens aux retraité(e)s, nous devons être en capacité de porter une large mobilisation et clairement faire entendre notre voix. Pour cela, il est indispensable que les revendications sectorielles se rejoignent. C'est aussi en partant des revendications des entreprises, des administrations que nous gagnerons !

LA MOBILISATION INTERPROFESSIONNELLE NE SE DECRETE PAS, ELLE SE PREPARE. Les organisations syndicales et de jeunesse CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF et UNL de Moselle invitent donc leurs syndicats à peser plus encore sur le rapport de force en organisant dès maintenant et partout où cela est possible des Assemblées Générales communes afin d'organiser et préparer avec les salarié(e)s la journée de mobilisation interprofessionnelle du jeudi 16 novembre et mettre en débat la reconduction de la grève privé/public pour obtenir :

- LE RETRAIT DES ORDONNANCES,
- L'ARRÊT DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES,
- L'ABANDON DE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ,

afin de stopper la précarisation des salarié(e)s et sauvegarder l'avenir des étudiant(e)s.

Manifestation à Metz
Place Mazelle 10h30